

La voix de l'Opposition de gauche

A travers un exemple tiré de l'actualité, voyons précisément comment fonctionne réellement l'Union européenne.

26.10.12

Avant d'aborder cet article je rappelle ma position qui consiste à dire qu'axer sa politique ou son combat politique contre l'UE et la troïka est une grave erreur politique ou le témoignage du refus de combattre les institutions (de la Ve République en France) donc des partis qui se relaient au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle et le gouvernement qu'il soit étiqueté de droite ou de "*gauche*", c'est le produit de la volonté délibérée des dirigeants du mouvement ouvrier de les épargner, parce que l'UE tient sa légitimité et son existence uniquement des chefs d'Etat, qui eux-mêmes tiennent la leur des institutions nationales qui existent dans chaque pays de l'UE, c'est donc contre ces institutions nationales qu'il faut axer notre combat politique, donc évidemment en France contre Hollande et son gouvernement qui en font partie ainsi que le PS, l'UMP et l'UDI principalement.

Pour résumer notre position qui en fait correspond à l'analyse que chacun peut faire des rapports entre les différents acteurs et institutions, sans la signature et le pouvoir que lui octroient les chefs d'Etat des différents pays, l'UE ne disposerait d'aucun pouvoir, elle n'existerait tout simplement pas.

On peut ajouter que sans la ratification des différents traités par les partis institutionnels composant la majorité des députés à l'Assemblée nationale aujourd'hui ou hier, ceux-ci n'auraient jamais été appliqués ou seraient restés lettres mortes, confirmant si nécessaire que notre combat politique devait se concentrer contre ces partis (UMP, UDI et PS) et les institutions, le Parlement dans chaque pays.

Telles auraient dû être l'analyse et les tâches dévouées au prolétariat et à son avant-garde révolutionnaire figurant dans le programme d'action de l'Internationale ouvrière qui malheureusement n'existe pas.

Quand le Parlement européen exprime un désaccord avec la Commission européenne ou le Conseil européen, c'est pour manifester au jour son impuissance et sa subordination aux institutions qui dirigent et contrôlent l'Union européenne.

A quoi sert-il alors ? De vernis démocratique à cette entreprise de démolition des Etats-nations entreprise dans le monde entier, à commencer par l'Europe, le cartel des banquiers de la Fed et leurs idéologues ou théoriciens ultra conservateurs ont mis au point cette stratégie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour à terme avec leurs partenaires européens exercer un contrôle totale de la population une fois celle-ci dépouillée de tout pouvoir politique. L'UE a pour fonction de réaliser ce plan au niveau de l'Europe.

Ainsi, comme nous allons le voir immédiatement, le Parlement européen est la négation des Parlements nationaux. Comment cela se présente-t-il ? Tandis que le Parlement européen n'a en réalité aucun pouvoir, les Parlements nationaux disposent encore de pouvoirs dans chaque pays, c'est pour les concepteurs du Nouvel ordre mondiale cette "*anomalie*" qu'il s'agit de corriger en transférant les pouvoirs des Parlements nationaux au Parlement européen qui parce qu'il ne possède aucun pouvoir revient à le transférer à la Commission européenne (CE) et au Conseil de l'Europe,

donc à l'arrivée à retirer aux différents peuples le pouvoir d'agir sur leur destin présent et futur. C'est la négation de la démocratie au profit d'une dictature de l'oligarchie financière dont les commissaires européens et les chefs d'Etats, les ministres des différents gouvernements sont les représentants.

Bien entendu, la population dans son immense majorité l'ignore totalement, elle est manipulée et pour ainsi dire réduite à l'impuissance pour lutter contre un mécanisme dont elle ne comprend ni les tenants et les aboutissants, d'où la nécessité de l'entraîner à combattre à la racine ce processus pour l'enrayer et le réduire à l'impuissance, le liquider, ce que nous avons expliqué plus haut.

L'article en question.

- Le Parlement européen a rejeté jeudi la nomination du Luxembourgeois Yves Mersch au directoire de la Banque centrale européenne (BCE), pour protester contre l'absence totale de femmes au sein de cette instance.

Il est précisé que quel que soit le résultat d'un vote au Parlement européen, il comptera pour du beurre, car en dernière instance ce sont les chefs d'Etat réunis au sein du Conseil qui détiennent le pouvoir.

- Cet avis, adopté à une courte majorité à Strasbourg, n'est que consultatif. Mais il devrait embarrasser les gouvernements de l'UE qui désignent au bout du compte les membres de la BCE.

- M. Mersch, 63 ans, avait été choisi par les ministres européens des Finances pour succéder à l'Espagnol Jose Manuel Gonzales-Paramo.

Histoire d'enfoncer le clou, là les choses sont dites très clairement, cela ne correspond pas à une interprétation d'un journaliste de l'AFP qui pourrait avoir commis une erreur ou avoir perdu la tête, non, il n'a fait que retranscrire la stricte réalité ou répartition non pas des pouvoirs mais des rôles au sein de l'Union européenne entre ses différentes institutions. Vous pourrez ainsi mesure le degré d'opportuniste des partis qui mette en avant le combat contre l'UE, nous estimons qu'ils sont totalement corrompus tellement la réalité saute aux yeux, absolument personne ne peut le nier.

- Les représentants des 27 gouvernements de l'UE ont désormais le choix de prendre en compte le vote du Parlement ou de passer outre et de confirmer M. Mersch.

Le Parlement européen réclame, quémante, mendie auprès de la CE ou du Conseil, il n'a aucun pouvoir.

- Le Parlement européen réclame depuis des mois au Conseil (qui représente les gouvernements) non pas un nom mais une liste de noms comprenant des femmes.

Le Parlement européen veut quelque chose, ce qui n'a pas plus de portée que formuler un vœu pieu.

- "*Le Parlement européen est clair: nous voulons la diversité. Un directoire de la BCE uniquement composé d'hommes en 2012 et jusqu'en 2018 n'est pas acceptable*", a expliqué l'eurodéputée libérale française Sylvie Goulard.

Sur le plan légal, législatif, juridique, c'est le Conseil donc les chefs d'Etat qui détiennent le pouvoir, le Parlement européen n'en a aucun. Les parlementaires européens sont voués à vociférer ou gesticuler et rien d'autres.

- *"Juridiquement parlant, le Conseil peut certes confirmer Yves Mersch, mais ce serait une énorme erreur politique et un mauvais signal"*, a-t-elle ajouté.

La BCE est le pendant ou l'appendice européen de la FED qui a placé à sa tête tous les présidents qui se sont succédés à sa direction depuis 1997. Si vous en doutiez, sachez que J-C.Trichet avait participé à une réunion du groupe Bilderberg, je ne sais plus en quelle année, et qu'ils avaient désigné M. Draghi pour le remplacer trois ou quatre ans avant la fin du mandat de Trichet. Sachant cela, vous mesurez mieux à quel point on est en présence d'une cynique comédie destinée à faire diversion ou amuser la galerie, pendant que les décisions importantes sont prises ailleurs qu'à Strasbourg, Bruxelles ou Frankfort, de l'autre côté de l'Atlantique en réalité.

- *"Il nous faut davantage que des négociations boiteuses et des promesses insatisfaisantes si nous voulons obtenir la parité au sein de la BCE. Il s'agit d'une question qui touche de nombreuses institutions publiques, et pas seulement la BCE"*, a affirmé pour sa part la présidente de la commission des Affaires économiques du Parlement, la Britannique Sharon Bowles. (AFP 25.10)